

**CONCOURS INTERNE
DE LIEUTENANT DE PREMIERE CLASSE
DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS**

*Jeudi 16 mai 2013
de 14 h à 18 h*

PREMIERE EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

**Rédaction d'une note administrative
à partir des éléments d'un dossier technique
portant sur un cas concret professionnel**

(durée : 4 heures - coefficient 2)

N.B. - Ce document comporte 23 pages ainsi décomposées :

- la présente page ;
- une page présentant le sujet ;
- une page récapitulant les documents annexés ;
- 20 pages d'annexes.

**CONCOURS INTERNE
DE LIEUTENANT DE PREMIERE CLASSE
DE SAPEURS POMPIERS PROFESSIONNELS**

Session 2013

PREMIERE EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Rédaction d'une note administrative
à partir des éléments d'un dossier technique
portant sur un cas concret professionnel

(durée : 4 heures - coefficient 2)

Vous êtes le lieutenant de première classe Alpha, en poste au sein du SDIS en qualité d'adjoint au chef du service opérations.

Lors d'une intervention pour feu dans une exploitation agricole, des sapeurs-pompiers auraient communiqué des éléments d'information à la presse locale. L'incendie étant d'origine suspecte, ces éléments d'information sont susceptibles d'entraver le bon déroulement de l'enquête judiciaire en cours.

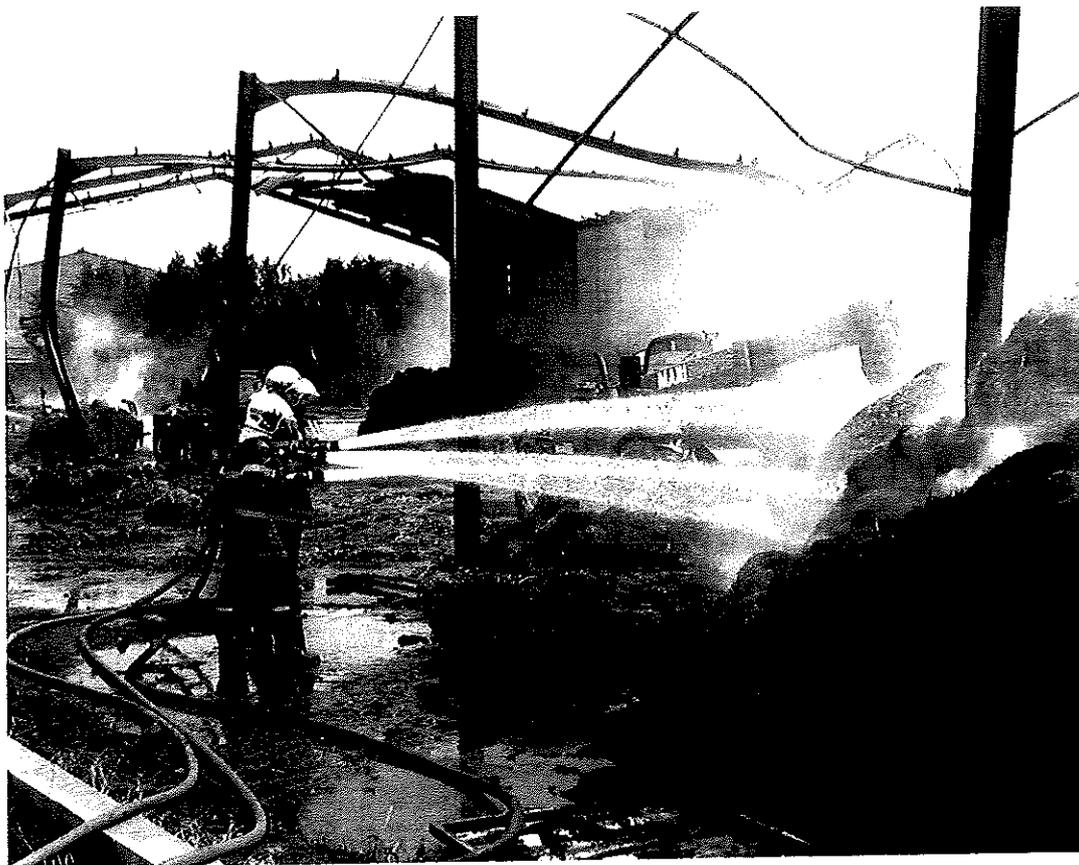
Votre chef de service est chargé de participer, suite à cet évènement, à une réunion associant le SDIS, la Gendarmerie Nationale et le Parquet. Il vous demande donc de lui préparer une note lui précisant les faits et les procédures en vigueur au sein du SDIS en matière de communication avec la presse, et contenant des propositions d'amélioration.

DOCUMENTS JOINTS

- Document N°1 : Article du journal Presse Champ du 27 septembre 2012
1 page
- Document N°2 : Rapport du Lieutenant GOQUE, chef de groupe, au Commandant LIMA, chef du groupement Echalon, en date du 15 octobre 2012, et situation tactique
2 pages
- Document N°3 : Compte rendu d'intervention N° 29133
4 pages
- Document N°4 : Compte rendu du Commandant LIMA, chef du groupement Echalon, au DDSIS, en date du 18 octobre 2012.
1 page
- Document N°5 : Copie du courrier de Monsieur le Procureur de la République au Président du Conseil d'Administration du SDIS, en date du 16 octobre 2012.
1 page
- Document N°6 : Copie du courrier N° 1052/3 du commandant de compagnie de Gendarmerie d'Echalon à Monsieur le Procureur de la République.
1 page
- Document N°7 : Extraits du code de procédure pénale partie législative : article 11, articles 226-13 et 226-14
3 pages
- Document N°8 : Extraits du règlement intérieur du SDIS section 4.1 Les obligations des fonctionnaires
2 pages
- Document N°9 : Extraits du règlement opérationnel du SDIS, articles 54 à 56, 81, 82 et annexe N°14.
5 pages

Presse Champ - 27 septembre 2012

Faits Divers – Incendie suspect : 250 tonnes de paille détruites



De nombreux pompiers issus de deux centres de secours ont été mobilisés, durant plusieurs heures. En effet, hier vers 3H30 du matin, un incendie s'est déclaré dans un bâtiment agricole de la ferme de l'Eglantier, à Champrairie.

Les sapeurs-pompiers de Louzière et d'Echalon ont dû mener une lutte intense, durant près de trois heures, pour venir à bout des flammes. Une stabulation de 1200 m², contenant 250 tonnes de paille est totalement détruite. Le sinistre n'a toutefois fait aucun blessé et tout risque de propagation a été écarté.

Les gendarmes d'Echalon se sont aussitôt rendus sur les lieux du sinistre, bien vite renforcés de la cellule d'investigations criminelles de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires.

Bien que demeurant très discrètes hier soir, les forces de l'ordre semblaient disposer de traces et d'éléments troublants qui tendraient à écarter la thèse de l'accident. L'incendie serait d'origine volontaire, deux points de départ de feu ayant été détectés, comme le précise un sapeur-pompier présent sur les lieux. L'enquête a été confiée aux gendarmes d'Echalon.

**Service Départemental
D'Incendie et de Secours**

Echalon,
le 15 octobre 2012

Lieutenant J.P. GOCQUE
Chef de Groupe
A
Commandant Marc LIMA
Chef du Groupement Echalon

Mon Commandant,

J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants.

Le mercredi 26 septembre, à 2H49, nous sommes engagés par le CTA pour feu de stabulation dans une exploitation agricole, lieu-dit L'Eglantier sur la commune de Champrairie.

A mon arrivée sur les lieux, je dois faire face à un incendie dans une stabulation présentant un fort potentiel calorifique (250 tonnes de paille stockées). Les mesures prises sont résumées sur l'ordre graphique ci-joint, issu de la situation tactique établie à 4H50. L'intervention se déroule dans de bonnes conditions.

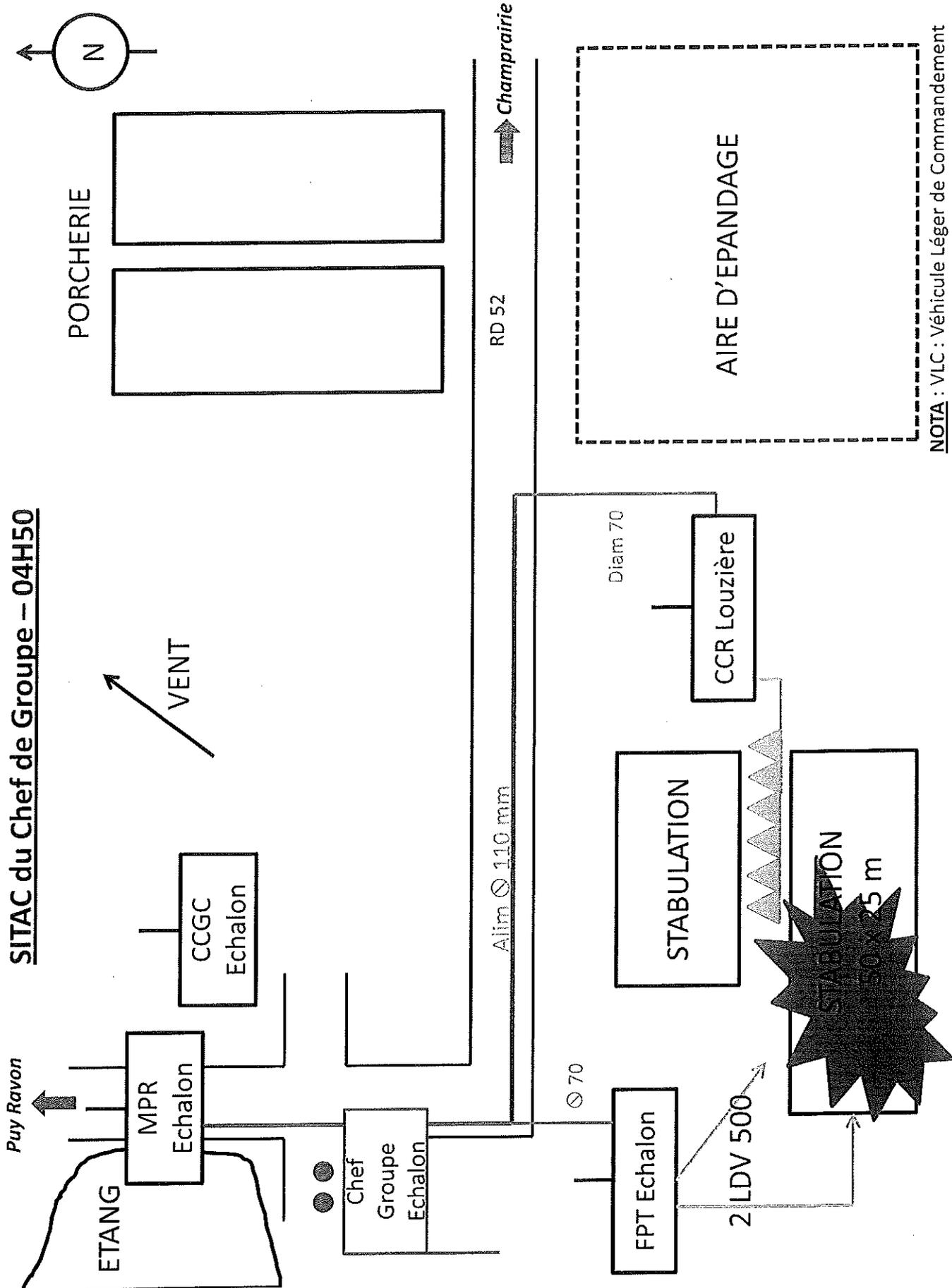
Le binôme d'attaque du FPT Echalon remarque au cours de la phase d'extinction la présence de deux foyers distincts dans le bâtiment et retransmet l'information au chef d'agrès du FPT. Celui-ci me donne à son tour cet élément d'information.

Je reprends cette information dans le message à destination du CODIS, que je transmets à 4H39, alors que nous sommes maître du feu. Toutefois, au moment de la transmission de ce message, je constate que le journaliste de Presse Champ est à proximité de mon véhicule. Elle a donc pu, malheureusement entendre mes propos. Croyez bien que je déplore cette situation et m'en excuse.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie de croire, mon Commandant, en l'expression de ma considération.

**Le chef du groupe
LTN J.P. GOQUE**

SITAC du Chef de Groupe – 04H50



NOTA : VLC : Véhicule Léger de Commandement

Intervention : 29133

26/09 02:49:20 Arrivée appel 06xxxxxxxx (faisceau 112) de (NR)
26/09 02:49:25 Décroché appel 06xxxxxxxx par OPERATEUR1
26/09 02:49:35 Intervention 11VB029133 adresse n° 1
Réceptionneur : station ST2-85 06xxxxxxxx
CHAMPRAIRIE
LD L'EGLANTIER
FEU DE HANGAR AGRICOLE
Obs. : 1200 METRE CARRE
26/09 02:50:30 Arrivée appel 06xxxxxxx (faisceau 18 EST) de (NR)
26/09 02:50:38 Décroché appel 06xxxxxxx par CHEFSALLE
26/09 02:50:41 le départ diffusé
26/09 02:50:41 LOUZIÈRE CCR 001 - Diffusé
26/09 02:50:41 ECHALON VLC 001 - Diffusé
26/09 02:50:43 CHEFSALLE - A contacter
26/09 02:50:43 COG - A contacter
26/09 02:50:44 LOUZIÈRE - Transmission départ
Vecteur : IP, Routage : LOUZIÈRE
26/09 02:50:44 ECHALON - Transmission départ
Vecteur : IP, Routage : ECHALON
26/09 02:50:44 PUY RAVON - Transmission départ
Vecteur : IP, Routage : PUY RAVON
26/09 02:50:46 ECHALON - Départ transmis
Vecteur : IP, Routage : ECHALON
26/09 02:50:46 LOUZIÈRE - Départ transmis
Vecteur : IP, Routage : LOUZIÈRE
26/09 02:50:46 PUY RAVON - Départ transmis
Vecteur : IP, Routage : PUY RAVON
26/09 02:51:23 Raccroché appel 06xxxxxxxx par CHEFSALLE
26/09 02:51:23 ECHALON - CptRd diffusion départ OK
ECHALON Appel bips au départ OK
PUY RAVON Appel bips au départ (PUY RAVON) OK
ECHALON Appel bips table d'appel
ECHALON Appel bips groupe stationnaire
ECHALON Déclenchement automate OK
ECHALON Création Départ/Texte OK
ECHALON Affichage départ OK
ECHALON M.A.J données CS OK
ECHALON Affichage carte OK
ECHALON Impression Engins OK
ECHALON Affiche Dossier E/R
ECHALON Affiche Fiches Réflexes
26/09 02:51:23 ECHALON - Acquittement matériel
26/09 02:51:34 Raccroché appel 06xxxxxxxx par OPERATEUR1
26/09 02:51:44 Arrivée appel 09xxxxxxxx (faisceau 18 EST) de (NR)
26/09 02:51:51 Décroché appel 09xxxxxxxx par OPERATEUR2
26/09 02:52:16 LOUZIÈRE - CptRd diffusion départ OK
LOUZIÈRE Appel bips au départ OK
LOUZIÈRE Appel bips table d'appel OK
LOUZIÈRE Appel bips groupe stationnaire OK
LOUZIÈRE Création Départ/Texte OK
LOUZIÈRE Affichage départ OK
LOUZIÈRE M.A.J données CS OK
LOUZIÈRE Affichage carte OK
LOUZIÈRE Impression Engins OK
LOUZIÈRE Affiche Dossier E/R
LOUZIÈRE Affiche Fiches Réflexes
26/09 02:52:16 LOUZIÈRE - Acquittement matériel
26/09 02:52:17 ECHALON VLC 001 - Acquittement lecture reçu
26/09 02:52:19 Raccroché appel 0980732021 par OPERATEUR2
26/09 02:52:32 2e départ diffusé
26/09 02:52:32 ECHALON FPT 001 - Diffusé
26/09 02:52:32 ECHALON CCGC 001 - Diffusé
26/09 02:52:32 ECHALON MPR 001 - Diffusé
26/09 02:52:34 Surveillance opérationnelle : Interv. avec nombreux engins (5)
26/09 02:52:36 ECHALON - Transmission départ
Vecteur : IP, Routage : ECHALON
26/09 02:52:36 LOUZIÈRE - Transmission départ
Vecteur : IP, Routage : LOUZIÈRE
26/09 02:52:38 ECHALON - Départ transmis
Vecteur : IP, Routage : ECHALON
26/09 02:52:38 LOUZIÈRE - Départ transmis
Vecteur : IP, Routage : LOUZIÈRE
26/09 02:52:44 ECHALON FPT 001 - Acquittement lecture reçu

26/09 02:52:44 ECHALON CCGC 001 - Acquittement lecture reçu
 26/09 02:52:44 ECHALON MPR 001 - Acquittement lecture reçu
 26/09 02:52:44 ECHALON MPR 001 - Acquittement lecture reçu
 26/09 02:52:44 ECHALON FPT 001 - Acquittement lecture reçu
 26/09 02:52:44 ECHALON CCGC 001 - Acquittement lecture reçu
 26/09 02:52:53 Appel du numéro 02xxxxxxx par OPERATEUR1 2401
 26/09 02:53:10 Appel du numéro 02xxxxxxx par OPERATEUR1 2401
 26/09 02:53:16 LOUZIÈRE - CptRd dif.départ (Info CS) OK
 LOUZIÈRE Appel bips groupe stationnaire OK
 LOUZIÈRE M.A.J données CS OK
 LOUZIÈRE Création Départ/Texte OK
 LOUZIÈRE Affichage départ OK
 LOUZIÈRE Impression Stationnaire OK
 LOUZIÈRE Appel bips officiers garde OK
 26/09 02:53:25 ECHALON - CptRd diffusion départ OK
 ECHALON Appel bips au départ OK
 ECHALON Appel bips table d'appel
 ECHALON Appel bips groupe stationnaire
 ECHALON Déclenchement automate OK
 ECHALON Création Départ/Texte OK
 ECHALON Affichage départ OK
 ECHALON M.A.J données CS OK
 ECHALON Affichage carte OK
 ECHALON Impression Engins OK
 ECHALON Affiche Dossier E/R
 ECHALON Affiche Fiches Réflexes
 26/09 02:53:25 ECHALON - Acquittement matériel
 26/09 02:53:39 COG - Prévenu
 26/09 02:53:43 CHEFSALLE - Prévenu
 26/09 02:53:58 COG - Va sur les lieux
 26/09 02:54:18 3e départ diffusé
 26/09 02:54:18 ECHALON VTU 001 - Diffusé
 26/09 02:54:20 3e - Alerter commandement 1
 26/09 02:54:20 ECHALON - Transmission départ
 Vecteur : IP, Routage : ECHALON
 26/09 02:54:20 LOUZIÈRE - Transmission départ
 Vecteur : IP, Routage : LOUZIÈRE
 26/09 02:54:23 LOUZIÈRE - Départ transmis
 Vecteur : IP, Routage : LOUZIÈRE

 26/09 02:54:23 ECHALON - Départ transmis
 Vecteur : IP, Routage : ECHALON
 26/09 02:54:29 ECHALON - CptRd diffusion départ NOK
 ECHALON Appel bips au départ
 ECHALON Appel bips table d'appel
 ECHALON Appel bips groupe stationnaire
 ECHALON Déclenchement automate OK
 ECHALON Création Départ/Texte OK
 ECHALON Affichage départ OK
 ECHALON M.A.J données CS OK
 ECHALON Affichage carte OK
 ECHALON Impression Engins OK
 ECHALON Affiche Dossier E/R
 ECHALON Affiche Fiches Réflexes
 26/09 02:54:29 ECHALON - Problème matériel
 26/09 02:54:29 ECHALON VTU 001 - Problème CI au départ
 26/09 02:54:34 ECHALON VTU 001 - Acquittement lecture reçu
 26/09 02:54:43 LOUZIÈRE - Délai acquit. lecture écoulé
 26/09 02:55:00 LOUZIÈRE - CptRd dif.départ (Info CS) OK
 LOUZIÈRE Appel bips groupe stationnaire OK
 LOUZIÈRE M.A.J données CS OK
 LOUZIÈRE Création Départ/Texte OK
 LOUZIÈRE Affichage départ OK
 LOUZIÈRE Impression Stationnaire OK
 LOUZIÈRE Appel bips officiers garde OK
 26/09 02:55:25 Changement d'état commandement 8510 LTN GOQUE Va sur les lieux
 26/09 02:55:42 Appel du numéro 4983 par CHEFSALLE 2200
 26/09 02:56:11 Changement d'état commandement 90 LTN CODIS Sur les lieux
 26/09 02:57:20 Adresse n° 1 modifiée par OPERATEUR1 - Nouvelles données : 06xxxxxxx
 CHAMPRAIRIE
 LD L'EGLANTIER
 FEU DE HANGAR AGRICOLE
 Obs. : 1200 METRE CARRE
 BATIMENT AGRICOLE
 26/09 02:57:26 ECHALON VLC 001 - Prend le réseau
 26/09 02:58:30 LOUZIÈRE CCR 001 - Prend le réseau
 26/09 02:59:13 ECHALON FPT 001 - Prend le réseau

26/09 02:59:19 ECHALON CCGC 001 - COND CCH BRAVO (5994) supprimé
 26/09 02:59:46 ECHALON FPT 001 - EQU CCH ALPHA (4012) supprimé
 26/09 03:00:31 ECHALON CCGC 001 - COND CCH ALPHA (4012) ajouté
 26/09 03:00:53 LOUZIÈRE CCR 001 - Arrivé / lieux
 26/09 03:01:28 ECHALON FPT 001 - EQU CCH CHARLIE (5994) ajouté
 26/09 03:01:43 ECHALON CCGC 001 - Délai départ écoulé
 26/09 03:01:44 ECHALON MPR 001 - Délai départ écoulé
 26/09 03:01:55 ECHALON VTU 001 - COND SAP DELTA (8035) ajouté
 26/09 03:02:31 LOUZIÈRE CCR 001 - Demande de COM
 26/09 03:03:03 Communication radio avec LOUZIÈRE CCR01
 26/09 03:03:20 ECHALON - Délai départ écoulé
 26/09 03:03:28 Communication radio avec LOUZIÈRE CCR01
 26/09 03:03:52 ECHALON CCGC 001 - COND CCH BRAVO (4012) supprimé
 26/09 03:03:55 CTA - JE VOIS FEU DE BATIMENT AGRICOLE DE 1200 METR
 E CARRE CONTENANT 250 TONNES FOURRAGE 1 LDV EN ACTION POUR REFROIDIR CITERNE DE GAZ
 CONFIRME MOYEN

26/09 03:04:16 ECHALON CCGC 001 - Prend le réseau
 26/09 03:04:19 ECHALON FPT 001 - EQU CCH DELTA (5994) supprimé
 26/09 03:04:19 ECHALON FPT 001 - EQU SGT ECHO (5993) ajouté
 26/09 03:04:26 ECHALON VTU 001 - Prend le réseau
 26/09 03:04:45 ECHALON VTU 001 - CA CCH BRAVO (4012) ajouté
 26/09 03:04:48 ECHALON MPR 001 - Prend le réseau
 26/09 03:06:26 ECHALON CCGC 001 - COND CCH DELTA (5994) ajouté
 26/09 03:10:06 ECHALON FPT 001 - Arrivé / lieux
 26/09 03:11:55 ECHALON CCGC 001 - Arrivé / lieux
 26/09 03:21:03 ECHALON VTU 001 - Arrivé / lieux
 26/09 03:25:50 ECHALON VLC 001 - Arrivé / lieux
 26/09 03:38:42 VLC001 - JE SUIS ADRESSE INDIQUEE. JE VOIS BATIMENT AGRICOLE 1200
 METRE CARRE CONTENANT 250 TONNES PAILLE EMBRASE. FLUIDES COUPES. JE PROCEDE
 EXTINCTION DE 2 FOYERS DISTINCTS AU MOYEN DE 4 LDV. ALIMENTATION EN COURS PAR CCGC
 ET MPR. JE PREVOIS OPERATION LONGUE DUREE. JE DEMANDE ECLAIRAGE. JE PRENDS COS
 CHAMPRAIRIE.
 26/09 03:42:07 Appel du numéro 3984 par CODIS 2405
 26/09 03:43:44 Changement d'état commandement 8766 CNE COLONNE Prévenu
 26/09 03:45:06 CTA - COZ PREVENU
 26/09 04:27:45 Arrivée appel 06xxxxxxxx (faisceau Service Public) de (SP) CHEF DE
 GROUPE ECHALON
 26/09 04:27:49 Décroché appel 06xxxxxxxx par OPERATEUR3
 26/09 04:29:03 Raccroché appel 06xxxxxxxx par OPERATEUR3
 26/09 04:39:52 VLC001 - FEU CHAMPRAIRIE. MÂÎTRE DU FEU. PROCEDONS EXTINCTION FOYERS
 RESIDUELS ET DEBLAIS. 2 FOYERS DISTINCTS CONFIRMES. ORIGINE SUSPECTE. GENDARMERIE,
 AUTORITE MUNICIPALE ET PRESSE SUR LES LIEUX.
 26/09 04:52:50 4e départ diffusé
 26/09 04:52:50 LOUZIÈRE GE2PRO 001 - Diffusé
 26/09 04:52:50 LOUZIÈRE VLOD 001 - Diffusé
 26/09 04:52:52 LOUZIÈRE - Transmission départ
 Vecteur : IP, Routage : LOUZIÈRE
 26/09 04:52:54 LOUZIÈRE - Départ transmis
 Vecteur : IP, Routage : LOUZIÈRE
 26/09 04:53:50 LOUZIÈRE - CptRd diffusion départ OK
 LOUZIÈRE Appel bips au départ OK
 LOUZIÈRE Appel bips table d'appel OK
 LOUZIÈRE Appel bips groupe stationnaire OK
 LOUZIÈRE Création Départ/Texte OK
 LOUZIÈRE Affichage départ OK
 LOUZIÈRE M.A.J données CS OK
 LOUZIÈRE Affichage carte OK
 LOUZIÈRE Impression Engins OK
 LOUZIÈRE Affiche Dossier E/R
 LOUZIÈRE Affiche Fiches Réflexes
 26/09 04:53:50 LOUZIÈRE - Acquittement matériel
 26/09 04:55:13 LOUZIÈRE VLOD 001 - Acquittement lecture reçu
 26/09 04:55:13 LOUZIÈRE GE2PRO 001 - Acquittement lecture reçu
 26/09 05:03:15 LOUZIÈRE VLOD 001 - Prend le réseau
 26/09 05:04:52 LOUZIÈRE GE2PRO 001 - Délai départ écoulé
 26/09 05:07:18 LOUZIÈRE VLOD 001 - Arrivé / lieux
 26/09 05:08:47 ECHALON VTU 001 - Retour Disponible
 26/09 05:17:51 ECHALON VTU 001 - Rentré CS Disponible
 26/09 05:21:39 Appel du numéro 02xxxxxxxx par OPERATEUR3 2401
 26/09 05:22:23 Appel du numéro 02xxxxxxxx par OPERATEUR3 2401
 26/09 05:40:36 ECHALON MPR 001 - Retour Disponible
 26/09 05:40:42 ECHALON VTU 001 - Quitte le réseau
 26/09 05:40:59 ECHALON MPR 001 - Rentré CS Disponible
 26/09 05:41:14 ECHALON MPR 001 - Quitte le réseau
 26/09 05:47:05 ECHALON FPT 001 - Retour Disponible

26/09 06:11:29 ECHALON FPT 001 - Rentré CS Disponible
26/09 06:17:02 ECHALON FPT 001 - Quitte le réseau
26/09 06:24:45 ECHALON CCGC 001 - Retour Disponible
26/09 06:26:40 Arrivée appel 06xxxxxxxx (faisceau Service Public) de (SP) C
HEF DE GROUPE EST
26/09 06:26:48 Décroché appel 06 xxxxxxxx par OPERIGNON
26/09 06:27:31 Raccroché appel 06xxxxxxxx par OPERIGNON
26/09 06:27:43 ECHALON VLC 001 - Retour Disponible
26/09 06:36:37 LOUZIÈRE CCR 001 - Retour Disponible
26/09 06:56:45 ECHALON VLC 001 - Rentré CS Disponible
26/09 06:57:31 ECHALON VLC 001 - Quitte le réseau
26/09 06:57:38 Raccroché appel 06xxxxxxxx par appelant
26/09 06:59:57 ECHALON CCGC 001 - Rentré CS Disponible
26/09 07:09:03 LOUZIÈRE CCR 001 - Rentré CS Disponible
26/09 07:11:42 ECHALON CCGC 001 - Quitte le réseau
26/09 07:16:04 LOUZIÈRE VLOD 001 - Retour Disponible
26/09 07:16:36 LOUZIÈRE VLOD 001 - Rentré CS Disponible
26/09 07:16:41 LOUZIÈRE PSHR 001 - Quitte le réseau
26/09 07:16:55 LOUZIÈRE VLOD 001 - Quitte le réseau
26/09 07:17:19 LOUZIÈRE GE2PRO 001 - Prend le réseau
26/09 07:17:36 LOUZIÈRE GE2PRO 001 - Retour Disponible
26/09 07:17:50 LOUZIÈRE GE2PRO 001 - Rentré CS Disponible
26/09 07:18:10 LOUZIÈRE GE2PRO 001 - Quitte le réseau
26/09 07:18:10 Intervention terminée

**Service Départemental
d'Incendie et de Secours**

Echalon,
le 18 octobre 2012

Commandant Marc LIMA
Chef du groupement Echalon
A
Colonel Robert GOLFE
Directeur du Service
Départemental d'Incendie
et de Secours

Mon Colonel,

J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants.

Le mercredi 26 septembre, à 2H49, les sapeurs-pompiers sont engagés pour feu de stabulation dans une exploitation agricole, lieu-dit L'Eglantier sur la commune de Champrairie. Le CTA engage ainsi le FPT Echalon, le CCR Louzière. Des problématiques de ressources en eau étant redoutées, le CCGC Echalon est intégré au dispositif de lutte. Le Lieutenant GOQUE, chef de groupe, assurera le commandement des opérations de secours.

L'intervention, bien que de longue durée, s'avère classique et ne présente pas de difficulté majeure, à l'exception d'un fort potentiel calorifique produit par les 250 tonnes de paille stockées dans la stabulation.

Le binôme d'attaque du FPT Echalon, constitué des caporaux chefs BRAVO et CHARLIE, remarquera au cours de la phase d'extinction la présence de deux foyers distincts dans le bâtiment. Cet élément sera immédiatement retransmis au chef d'agrès du FPT. Celui-ci retransmet à son tour cet élément d'information au C.O.S. C'est donc logiquement que le LTN GOQUE reprendra cette information dans un message à destination du CODIS, alors qu'il est maître du feu.

A l'issue de cette intervention, je suis contacté par le Commandant TANGO, commandant la compagnie de gendarmerie d'Echalon, qui me fait part des propos de la journaliste de Presse Champ, Madame INFO, sur les circonstances de développement du sinistre. Il m'affirme que la journaliste sait que deux foyers initiaux distincts ont été trouvés et qu'elle semble tenir cette information des sapeurs-pompiers. Je vous précise toutefois que trois civils sont sur les lieux, dont le requérant.

Le commandant TANGO me demande alors de sensibiliser les personnels du groupement territorial à ce type de situation, ce que je fais dans les jours qui suivent, étant donné le caractère sensible de ce type d'intervention. La discussion téléphonique en reste là. A aucun moment je n'ai eu l'information qu'un compte-rendu serait rédigé par le commandant TANGO à l'attention de Monsieur le Procureur de la République.

En parallèle de cette démarche, j'ai rencontré le LTN GOQUE. Celui-ci m'a précisé ne pas avoir personnellement donné d'information à la presse concernant l'origine douteuse de l'incendie, se limitant à sérier les moyens engagés et les actions menées par les sapeurs-pompiers.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie de croire, mon Colonel, en l'expression de ma considération.

**Le chef du groupement d'Echalon
CDT Marc LIMA**



DOCUMENT n°5

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
D'ECHALON
PARQUET DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

Echalon, le 16 octobre 2012

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE
A
MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU SERVICE
DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS

OBJET : difficultés rencontrées au cours d'une enquête du fait d'indiscrétions
REFER : N/REF 1430 / 11D

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous prier de trouver ci-joint copie du rapport adressé par le commandant de la compagnie de gendarmerie d'Echalon. Cet officier m'informe de difficultés que m'ont par ailleurs aussi confiées d'autres de ses collègues sur le département. Des informations seraient en effet données par certains sapeurs-pompiers aux correspondants de presse.

S'il n'est pas de mon ressort d'intervenir sur la stratégie de communication du SDIS, il en va différemment lorsque l'action des sapeurs-pompiers s'inscrit dans un cadre impliquant l'intervention judiciaire ou celle des services enquêteurs.

En effet, des informations communiquées peuvent avoir des conséquences négatives sur le bon déroulement des investigations, dont tous les aspects sont légalement couverts par le secret. C'est pour ce motif qu'en de tels cas, la Loi (article 11 du Code de procédure pénale) réserve au monopole du procureur de la République, et éventuellement aux enquêteurs lorsqu'il les y autorise, la communication d'éléments pouvant être portés à connaissance de la presse.

Je suis donc amené à solliciter votre aide afin de pouvoir, au moyen de rencontres si vous l'estimez opportun, convaincre l'ensemble des agents placés sous votre autorité d'assurer la confidentialité des situations qu'ils sont amenés à rencontrer et par là même d'éviter qu'ils ne se mettent en difficulté au regard des règles de secret professionnel.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
33 Bd De Lattre de Tassigny
BP. 522
xxxx ECHALON

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE
FREDERIC INDIA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



Le 8 octobre 2012

COMPAGNIE
ECHALON
53, avenue Roland Dumas
ECHALON
Tél : xxxxxxxxxxxx

N° 1034 / 3

Le chef d'Escadron TANGO, Commandant la Compagnie de Gendarmerie d'ECHALON

A Monsieur le Procureur de la République

AECHALON,

OBJET : relations avec la presse et les sapeurs-pompiers

Sur de nombreuses interventions conjointes avec les services de gendarmerie, les sapeurs-pompiers sont amenés à fournir des renseignements à la presse. Ces informations ne sont pas toujours vérifiées et peuvent parfois relever du domaine judiciaire et du ressort de la communication du parquet.

Ainsi, à titre d'exemple, le mercredi 26 septembre 2012, la brigade d'Echalon est engagée sur un incendie dans une exploitation agricole, lieu-dit L'Eglantier, commune de Champrairie. L'origine de l'incendie s'avère, au vu des premières constatations, douteuse, deux foyers initiaux distincts ayant été remarqués par les pompiers et confirmés par la brigade de recherche.

Peu de temps après la première saisine de la brigade locale, le commandant de compagnie se déplace sur les lieux. A son arrivée, en plus des gendarmes sont présents les sapeurs-pompiers et une journaliste, correspondante Presse Champ.

Après avoir pris les premières mesures, le commandant de compagnie se tourne vers la presse afin d'éviter la diffusion de fausses informations et de rumeurs, souvent rapides à circuler sur Echalon. Il lui indique qu'un incendie s'est déclaré sur une stabulation et qu'une enquête est en cours pour déterminer les causes de celui-ci.

La journaliste évoque directement le fait que deux foyers distincts auraient été à l'origine de l'incendie. Ces éléments n'avaient en aucun cas à lui être divulgués.

Un contact a été pris avec le commandant LIMA, commandant du groupement territorial de sapeurs-pompiers d'Echalon, afin qu'il sensibilise ses personnels sur leur relation avec la presse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le Chef d'Escadron TANGO

Commandant la Compagnie.

REFERENCES ET CADRE LEGISLATIF

Code de procédure pénale

Code pénal

- Partie législative
 - Livre Ier : De l'exercice de l'action publique et de l'instruction
 - Titre Ier : Des autorités chargées de l'action publique et de l'instruction

Article 11

➤ *Modifié par Loi n°2000-516 du 15 juin 2000 - art. 96 JORF 16 juin 2000*

Sauf dans le cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète.

Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines des articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Toutefois, afin d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexactes ou pour mettre fin à un trouble à l'ordre public, le procureur de la République peut, d'office et à la demande de la juridiction d'instruction ou des parties, rendre publics des éléments objectifs tirés de la procédure ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause.

Code pénal

- Partie législative
 - LIVRE II : Des crimes et délits contre les personnes
 - TITRE II : Des atteintes à la personne humaine
 - CHAPITRE VI : Des atteintes à la personnalité
 - Section 4 : De l'atteinte au secret.
 - Paragraphe 1 : De l'atteinte au secret professionnel.

Article 226-13

➤ *Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002*

La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

Article 226-14

➤ *Modifié par Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 - art. 85*
➤ *Modifié par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 34 JORF 7 mars 2007*

L'article 226-13 n'est pas applicable dans les cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret. En outre, il n'est pas applicable :

1° A celui qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de privations ou de sévices, y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes ou mutilations sexuelles, dont il a eu connaissance et qui ont été infligées à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique ;

2° Au médecin qui, avec l'accord de la victime, porte à la connaissance du procureur de la République les sévices ou privations qu'il a constatés, sur le plan physique ou psychique, dans l'exercice de sa profession et qui lui permettent de présumer que des violences physiques, sexuelles ou psychiques de toute nature ont été commises. Lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique, son accord n'est pas nécessaire ;

3° Aux professionnels de la santé ou de l'action sociale qui informent le préfet et, à Paris, le préfet de police du caractère dangereux pour elles-mêmes ou pour autrui des personnes qui les consultent et dont ils savent qu'elles détiennent une arme ou qu'elles ont manifesté leur intention d'en acquérir une.

Le signalement aux autorités compétentes effectué dans les conditions prévues au présent article ne peut faire l'objet d'aucune sanction disciplinaire.

**Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.
Loi dite loi Le Pors.**

Article 26

Les fonctionnaires sont tenus au secret professionnel dans le cadre des règles instituées dans le code pénal.

Les fonctionnaires doivent faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, notamment en matière de liberté d'accès aux documents administratifs, les fonctionnaires ne peuvent être déliés de cette obligation de discrétion professionnelle que par décision expresse de l'autorité dont ils dépendent.

Article 27

Les fonctionnaires ont le devoir de satisfaire aux demandes d'information du public dans le respect des règles mentionnées à l'article 26 de la présente loi.

Article 28

Tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Il doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf

dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public.

Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés.

Article 29

Toute faute commise par un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions l'expose à une sanction disciplinaire sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale.

Article 30

En cas de faute grave commise par un fonctionnaire, qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun, l'auteur de cette faute peut être suspendu par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire qui saisit, sans délai, le conseil de discipline.

Le fonctionnaire suspendu conserve son traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les prestations familiales obligatoires. Sa situation doit être définitivement réglée dans le délai de quatre mois. Si, à l'expiration de ce délai, aucune décision n'a été prise par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire, l'intéressé, sauf s'il est l'objet de poursuites pénales, est rétabli dans ses fonctions.

Le fonctionnaire qui, en raison de poursuites pénales, n'est pas rétabli dans ses fonctions peut subir une retenue qui ne peut être supérieure à la moitié de la rémunération mentionnée à l'alinéa précédent. Il continue, néanmoins, à percevoir la totalité des suppléments pour charges de famille.

4.1 Les obligations des fonctionnaires

Article 42 : Le devoir de se consacrer intégralement à sa mission

Le fonctionnaire a l'obligation de se consacrer intégralement à sa mission sous réserve des dispositions particulières liées au cumul d'activité. Sans autorisation de son supérieur, l'agent du SDIS ne peut quitter son poste pendant le service.

Article 43 : Devoir de respect et d'obéissance

Conformément à l'article 28 de la loi du n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Il doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal **et** de nature à compromettre gravement un intérêt public. Il n'est déchargé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de leurs subordonnés.

Article 44 : Devoir de politesse et d'exemplarité

Les règles élémentaires de politesse et de respect s'imposent à chaque agent du S.D.I.S. Tout agent doit faire preuve de respect à l'égard de ses supérieurs hiérarchiques, de ses collègues et subordonnés et adopter un comportement irréprochable et exemplaire à l'égard des autorités, des personnes secourues et des usagers.

Article 45 : Obligation d'information

Tout agent doit, sans délai, informer le directeur départemental par la voie hiérarchique, de toute modification de sa situation personnelle susceptible d'avoir des incidences sur le bon fonctionnement du service (suspension ou retrait de permis, modification du casier judiciaire, arrêt de travail, invalidité, etc.). Tout sapeur-pompier professionnel ou personnel administratif, technique et spécialisé du S.D.I.S. est tenu de rendre compte des activités professionnelles accessoires et de mandats électifs (conseiller municipal, ...).

Tout agent du SDIS a l'obligation d'informer ses supérieurs de tout fait ou tout propos susceptible de porter préjudice à l'image des sapeurs-pompiers (outrage, chantage, tentative de corruption, ...) dont il aurait été victime ou dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de ses missions.

Article 46 : Obligation de désintéressement

Tout agent du SDIS est soumis aux obligations d'indépendance, de désintéressement dans l'exercice de ses missions. Il lui est interdit de demander ou d'accepter personnellement toutes gratifications. Les agents ne peuvent se prévaloir de leurs fonctions ou de leur qualité pour obtenir des avantages particuliers.

Article 47 : Le devoir de neutralité

Afin de préserver la neutralité du service public, les agents doivent exclure notamment durant l'exercice de leurs missions et fonctions, toute attitude, comportement ou propos portant atteinte à celle-ci. Le port de toute inscription, insigne, signe de quelque nature que ce soit et susceptible de compromettre la neutralité du service est également interdit dans le cadre de l'activité professionnelle des agents.

Article 48 : Le devoir de réserve

Les agents sont tenus à l'obligation du devoir de réserve dans le cadre de leurs missions et fonctions. Cette obligation fait à l'agent impose que les propos ou la prise en compte d'éléments d'ordre politique, raciste, religieux, sexiste et discriminatoire sont interdits dans les locaux et enceintes des centres de secours et de l'Etat-major et dans l'exercice des missions et fonctions.

Toute réflexion, opinion, affirmation à caractère raciste ou xénophobe est sanctionnable.

Article 49 : La discrétion professionnelle

Les agents doivent s'abstenir de divulguer tous faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et qui n'avaient pas de caractère public.

Article 50 : Le secret professionnel

Les agents sont tenus au secret professionnel. A ce titre, un agent ne doit pas divulguer une information portée à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions susceptible de porter préjudice au service ou aux droits et à la vie privée d'un tiers.

Article 51 : Le secret médical

Le respect du secret médical s'impose à l'occasion de toutes les opérations de secours à personne. Les professions médicales ou paramédicales sont tenues aux règles régissant leur profession sauf dans le cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret. Le fait d'obtenir ou de tenter d'obtenir ces informations est pénalement répréhensible.

Article 52 : L'obligation de signalement

Les agents qui, dans l'exercice de leurs fonctions, acquièrent la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou délit doivent en aviser sans délai le procureur de la République sous couvert de leur autorité hiérarchique.

4.2 Les droits des fonctionnaires

Article 53 : Principe de la liberté d'opinion

La liberté d'opinion est garantie aux fonctionnaires. Aucune distinction ne peut être faite entre les agents en raison de leurs opinions politiques, syndicales, religieuses et philosophiques, de leur sexe ou de leur origine ethnique. Les agents doivent s'abstenir de porter ou d'exposer de façon ostentatoire dans les locaux du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou à l'extérieur desdits locaux dans le cadre de leur mission ainsi que, le cas échéant, dans un véhicule de service, tous bijoux, insignes, objets, effets vestimentaires ou affiches ayant trait à leur appartenance politique ou religieuse.

Article 54 : Droit au secret médical

Tout agent suivi par le Service de Santé et de Secours Médical a droit au respect de sa vie privée et au secret des informations le concernant. Le secret couvre l'ensemble des informations venues à la connaissance des médecins, infirmiers et secrétaires médicales.

Article 55 : Protection fonctionnelle et juridique

A l'exclusion des fautes détachables du service, les agents de l'établissement bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection juridique du service départemental d'Incendie et de Secours qui est tenu d'assurer une telle obligation à la suite de menaces, voies de fait, injures, diffamations, outrages dont ils pourraient être victimes et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en résulte. Les agents bénéficient d'une protection juridique conformément à l'article 11 de la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.

REGLEMENT OPERATIONNEL DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**Article 54 : Le Commandant des Opérations de Secours (COS)**

Le DDSIS, chef du corps départemental des sapeurs-pompiers, exerce ou désigne a priori le commandement des opérations de secours sur les lieux d'une intervention selon le type d'intervention et/ou la montée en puissance nécessaire.

Toute intervention est placée sous la responsabilité d'un commandant des opérations de secours. Celui-ci possède à cet effet toute autorité sur l'ensemble des sapeurs-pompiers engagés ainsi que sur les personnels ne relevant pas du corps départemental mais mis à sa disposition pour remplir la mission qui lui a été confiée.

S'ils ne sont pas placés directement sous ses ordres, il s'assure auprès des responsables des autres services concernés de la parfaite complémentarité des actions menées.

Ainsi, en fonction des circonstances opérationnelles, le commandement est assuré par :

- le Chef d'Agrès (Niveau de commandement 1) :

Tout engin d'incendie et de secours engagé sur intervention est placé sous la responsabilité d'un chef d'agrès tel que désigné dans la feuille de garde au moment de l'alerte et/ou du départ du CIS. En l'absence sur les lieux du chef de groupe désigné dans la chaîne de commandement, le COS est assuré par l'officier ou le sous-officier le plus ancien dans le grade le plus élevé du secteur de 1er appel. A défaut, le commandement est assuré par le chef d'agrès le plus ancien dans le grade le plus élevé.

- le chef de groupe (Niveau de commandement 2) :

Le chef de groupe se rend sur opérations pour assurer le commandement d'une intervention à caractère particulier ou lorsqu'il est engagé de deux à quatre engins. Il peut également occuper d'autres fonctions dans l'organisation d'une intervention.

- le chef de colonne (Niveau de commandement 3) :

Le chef de colonne se rend sur opérations pour assurer le commandement d'une intervention à caractère particulier ou lorsqu'il est engagé plus d'un groupe. Il peut également occuper d'autres fonctions dans l'organisation d'une intervention.

- le chef de site (Niveau de commandement 4) :

Le chef de site se rend sur opérations pour assurer le commandement d'une intervention à caractère particulier ou lorsqu'il est engagé plus d'une colonne. Il peut également occuper d'autres fonctions dans l'organisation d'une intervention.

Le DDSIS ou le directeur d'astreinte prend le commandement opérationnel chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Article 55 : Le rôle du COS

Le commandant des opérations de secours est chargé, sous l'autorité du directeur des opérations de secours, de la mise en œuvre de tous les moyens publics, privés, mobilisés ou réquisitionnés par cette autorité pour l'accomplissement des opérations de secours. En l'absence de cette autorité sur place, le COS peut être amené à anticiper la réquisition de moyens.

Le COS est chargé de mettre en place une organisation, un commandement, et une coordination des secours adaptés aux circonstances. Il veille en outre à assurer l'information via le CODIS des autorités compétentes, notamment par la transmission de messages opérationnels réguliers.

En cas de péril imminent, il prend les mesures nécessaires à la protection de la population et à la sécurité des personnels engagés. Lorsque les circonstances et l'urgence l'exigent, le commandant des opérations de secours crée immédiatement un périmètre de sécurité destiné à protéger les victimes et les intervenants. À cette fin, il a autorité pour interdire ou faire interdire par les services publics ou privés compétents tout accès dans l'emprise du périmètre de sécurité, y compris lorsqu'il s'agit de voirie concédée.

Il peut faire appel à tout conseiller technique ou expert qu'il juge nécessaire à l'intervention.

Il rend compte au directeur des opérations de secours.

Article 56 : Les aides à la réalisation des missions du COS

Dans l'exercice de ses missions le COS dispose de ressources humaines spécialisées et de moyens techniques qu'il peut mobiliser, en tout ou partie, à savoir :

Les ressources humaines spécialisées :

- les équipes spécialisées ;
- les conseillers techniques départementaux ;
- l'officier d'astreinte SSM ;
- les experts ;
- l'officier Presse ;
- l'agent d'astreinte mécanique ;
- l'agent d'astreinte radio-transmission ;
- l'agent d'astreinte Informatique.

Les moyens techniques

- le soutien sanitaire ;
- le soutien logistique ;
- les véhicules de commandement.

[...]

Article 81 : Les relations avec les médias

La communication d'informations à la presse écrite ou aux médias audiovisuels est soumise aux règles suivantes :

- sauf ordre contraire du DOS, le COS est autorisé à communiquer de manière factuelle sur l'action des Secours. Il s'abstient de tout commentaire sur une cause ou source éventuelle ou hypothétique.
- de principe, il n'est communiqué aucun renseignement à caractère nominatif (nom, numéro de téléphone, adresse...) concernant la ou les victime(s) ou appelant(s).
- le bilan journalier peut être transmis aux médias par l'officier CODIS ou à défaut le chef de salle CTA ;
- l'information ou la communication lors d'événements opérationnels en cours est effectuée conformément aux dispositions retenues dans la grille d'information figurant en annexe 14 du présent règlement opérationnel.
- Au besoin, la cellule communication du SDIS est conseiller technique des communicants.
- L'autorité préfectorale d'astreinte est informée de la communication des événements opérationnels en cours.

Article 82 : La communication lors d'un événement exceptionnel

Pour les opérations relevant d'un cadre exceptionnel caractérisé notamment par la mise en œuvre d'un plan d'urgence, la communication d'informations à la presse écrite ou aux médias audiovisuels appartient sur place au représentant du corps préfectoral, directeur des opérations de secours. Les demandes d'informations formulées dans ces circonstances par téléphone pendant ou après l'opération doivent être dirigées vers la cellule communication de la Préfecture ou le point « Presse » éventuellement ouvert sur le site de l'opération.

La cellule communication du SDIS peut être demandée pour préparer les éléments d'information nécessaires à la communication de l'autorité préfectorale, voire à l'organisation de cette communication sur le site des opérations si l'autorité préfectorale le souhaite

REGLEMENT OPERATIONNEL - ANNEXE 14 - MAJ 16 JUN 2011

**INFORMATION
ENGAGEMENT**

PI Prévenu Immédiatement (3)

DO Départ Obligatoire (2)

SO Sur Ordre (3)

PD Prévenu Différé (4)

BRQ Bulletin Rens. Quotidien (5)

MOTIF DE L'OPERATION	CHAINE DE COMMANDEMENT					DOS		AUTRE					AUTORITE				
	Officier CODIS	Chef Groupe	Chef Colonne	Chef Site	Direct. Astreinte	MAIRE	PREFET	CHEF CIS(9)	COM SDIS (10)	Chef groupmt(9)	CTD (8)	AST(6)	MEDIAS(7)	DD5IS	PCASDIS	Conseil Général	COZ
ACCIDENT																	
Accident avec DCD	PI	DO	PI	SO	SO	PI	PI	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Accident avec 2 blessés graves	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Accident avec incarcéré(s)	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Accident avec plus de 3 blessés	PI	DO	PI	PI	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SSSM	SO	SO	SO	SO	PD
Accident avec plusieurs VL (> 3)	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Accident sur réseau autoroutier	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SSSM	SO	SO	PD	PD	-
Accident avec 1 T scolaire ou T commun	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Accident avec 1 PL	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Accident avec feu	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Accident avec véhicule GPL	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Accident avec TMD	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Accident avec train	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SSSM	SO	SO	SO	SO	PD
Accident aérien	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Accident maritime	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	MECA	SO	SO	SO	SO	PD
Accident avec véhicule SDIS S.A.P	PI	PI	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Autorité blessée ou DCD	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PI	SO	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Force de l'ordre/militaire/étranger blessé, DCD	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Sapeur pompier blessé ou DCD	PI	DO	PI	PI	PI	SO	SO	PI	PD	PI	SO	SSSM	SO	SO	SO	SO	PD
Blessé grave au travail (non dégagée)	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Brûlé grave	PI	PI	SO	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Chute de grande hauteur	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Décès accidentel, suspect ou sur feu	PI	PI	SO	SO	SO	PI	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Intoxication CO ou gaz	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Intoxication alimentaire collective	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SSSM	SO	SO	SO	SO	PD
Noyade	PI	DO	PI	SO	SO	PI	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
T.A. (non médicamenteuse)	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Victime contagieuse	PI	PI	SO	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SSSM	SO	SO	SO	SO	PD
SAUVETAGE																	
Sauvetage en excavation ou hauteur	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Sauvetage aquatique	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
FEU D'ESPACE NATUREL																	
Feu de broussailles champs, récoltes	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Feu de forêt, sous bois (période rouge)	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Feu de forêt, sous bois	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
FEU DE BATIMENT																	
Feu d'habitation indiv. ou collective	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-
Feu de cave, sous sol, garage	PI	DO	SO	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD
Feu d'entreprise	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD

REGLEMENT OPERATIONNEL - ANNEXE 14 - MAJ 16 JUIN 2011

INFORMATION ENGAGEMENT	PI Prévenu Immédiatement (3)	DO Départ Obligatoire (2)	SO Sur Ordre (3)
	PD Prévenu Différé (4)	BRQ bulletin Rens- Quotidien (5)	

MOTIF DE L'OPERATION	CHAINE DE COMMANDEMENT						DOS				AUTRE					AUTORITE		
	Officier CODIS	Chef Groupe	Chef Colonne	Chef Site	Direct. Assistance	MAIRE	PREFET	CHEF C1S(9)	COM SDIS (10)	Chef groupes(8)	CTD (8)	AST(6)	MEDIAS(7)	DDIS	PCASDIS	Conseil Général	COZ	
	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO	
Feu de bâtiment avec locaux à sommeil	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feu dans ETARE ou ERP	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feu dans un établissement PPI - POI	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PI	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feu de dépôt pétrolier, station service	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PI	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feux spéciaux (hydrocarbures, métaux, silo...)	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
FEU SECTEUR AGRICOLE																		
Feu de bâtiment agricole	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feu d'élevage	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
FEU DIVERS																		
Feu de 1 PL ou plusieurs VL (+ de 2)	PI	DO	SO	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-	
Feu de PL sur autoroute ou 2 X2 voies	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feu d'aéronef	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feu de bateau	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feu de train	PI	DO	DO	PI	PI	PI	PI	PD	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Feu de parking souterrain	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
RISQUE TECHNOLOGIQUE																		
Alerte à la bombe ou objet suspect	PI	DO	PI	PI	SO	PI	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Découverte d'engin explosif	PI	DO	PI	SO	SO	PI	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Découverte de poudre suspecte	PI	DO	PI	PI	SO	PI	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Eboulement / Effondrement ou risque	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-	
Explosion de toute nature	PI	DO	PI	SO	SO	PI	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Fuites de gaz type PGC	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-	
Fuites de gaz type PGR	PI	DO	PI	SO	SO	PI	PI	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Fuite de produit chimique	PI	DO	PI	PI	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Pollution	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
RISQUE NATUREL																		
Alerte météorologique (orange/rouge)	PI	PI	PI	PI	PI	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Reconnaissances inondations, crues	PI	PI	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Séismes/mouvements de sol/effondrement	PI	PI	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
CONSEQUENCE DE L'EVENEMENT																		
Aggression subie par les SP	PI	PI	PI	PI	PI	SO	SO	PD	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Intervention traumatisante pour SP	PI	PI	PD	SO	SO	SO	SO	PD	SO	PD	SO	SSSM	SO	SO	SO	SO	-	
Personnalité impliquée	PI	PI	PI	SO	SO	PI	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Sauvetage avéré	PI	PI	PI	SO	SO	SO	SO	PD	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Périmètre de sécurité ou évacuation	PI	DO	PI	SO	SO	PI	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Relogement	PI	DO	PI	SO	SO	PI	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Chômage technique	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Coupure d'axe > 2 heures	PI	SO	SO	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Coupure de réseau	PI	PI	PI	SO	SO	PI	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Dégâts importants + de 300 000 €	PI	DO	PI	SO	SO	PI	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	

REGLEMENT OPERATIONNEL - ANNEXE 14 - MAJ 16 JUIN 2011

INFORMATION ENGAGEMENT	PI Prévenu Immédiatement (1)	DO Départ Obligatoire (2)	SO Sur Ordre (3)
	PD Prévenu Différé (4)	BRQ Bulletin Rens. Quotidien (5)	

MOTIF DE L'OPÉRATION	CHAÎNE DE COMMANDEMENT					DOS					AUTRE					AUTORITÉ		
	Officier CODIS	Chef Groupe	Chef Colonne	Chef Site	Direct. Astreinte	MAIRE	PREFET	CHEF C.I.S.(9)	COM SDIS (10)	Chef groupmt(9)	CTD (8)	AST(6)	MEDIAS(7)	DDIS	PCASDIS	Conseil Général	COZ	
Régquisition de moyens SDIS	PI	PI	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-	
Demande de régquisition par SDIS	PI	DO	PI	SO	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-	
Plus de 5 Véhicules SP sur un sinistre	PI	DO	DO	PI	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	-	
Dir. Cab/Procureur sur place	PI	DO	PI	PI	SO	SO	SO	PD	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Engagement/renfort moyen aérien	PI	PI	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	SO	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Engagement moyens SDIS hors dépt	PI	PI	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Renfort moyens zonaux spécialisés	PI	PI	PI	SO	SO	SO	SO	BRQ	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Engagement multiples (tempête)	PI	DO	PI	PI	SO	SO	SO	BRQ	PD	BRQ	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	
Déclenchement ORSEC	PI	DO	DO	DO	PI	PI	PI	PI	PD	PD	SO	SO	SO	SO	SO	SO	PD	

LEGENDE / PRINCIPES D'ENGAGEMENT OU D'INFORMATION

- (1) PI = Prévenu immédiatement à l'appel, sans attente du premier message du COS
 - (2) DO = Départ obligatoire (engagement sur ZI)
 - (3) SO = Après analyse faite par le niveau N-1, décision d'informer ou d'engager le niveau N
 - (4) PD = Prévenu en différé, dès que la situation le permet
 - (5) BRQ = Prévenu en différé par le bulletin de renseignements quotidien du lendemain matin
 - (6) AST = Astreintes prévenues en différé (SSSM, Mécanique, Informatique, Radio)
 - (7) MEDIAS = Prévenus sur proposition du chargé de COM SDIS. En son absence, le chef de colonne en prend la décision
 - (8) CTD = Conseillers Techniques Départementaux (FDF, FDN, SAV, SAVCO, PLG, RCH, SD, TRS)
 - (9) = Le chef de centre ou le chef de groupement territorial peut, par note de service locale, organiser une remontée de l'information différée sans passer par le CTA.
 - (10) = La chargée de COM est contactée, en SO ou PD, sur décision de l'officier Codis
- OFFCO = Officier Codis ; CDG = Chef De Groupe ; CDC = Chef De Colonne ; CDS = Chef De Site ; DA = Directeur d'Astreinte
 COM SDIS = Communication du SDIS ; C.Groupmt = Chef de Groupement ; CTD = Conseiller Technique Départemental ; AST = Astreintes
 DDSIS = Directeur Département ; PCASDIS : Président du Conseil d'Administration du SDIS ; CG : Conseil Général ; COZ = Centre Opérationnel de Zone